

Notes de lecture

**Bruno Péquignot et Pierre
Tripier – *Les fondements de la
sociologie***

(2000) Paris. Nathan (Université), 216 p.

Concis, efficace, bien structuré, cet ouvrage est un outil pédagogique destiné aux étudiants et jeunes chercheurs. Bien plus qu'un simple manuel, fourmillant de mille exemples, voici une mine d'informations pour tous. Bruno Péquignot et Pierre Tripier nous offrent une véritable contribution à la sociologie de la connaissance sociologique. Leur ambition est de montrer comment la sociologie s'enracine dans des savoirs scientifiques beaucoup plus anciens, tels que la physique, les mathématiques, la biologie ou encore l'histoire. Ils se proposent de retracer les évolutions conjointes de « ces entreprises de connaissance rationnelle » pour appréhender la genèse d'une discipline dont l'objectif est de comprendre les actions humaines en collectivité. Fidèles à eux-mêmes, les auteurs ont pour souci de ne pas contribuer à une quelconque normativité scientifique, inhérente selon eux à toute approche épistémologique, mais à un travail de recherche mené avec virtuosité. Donner à voir un développement scientifique ne revient pas nécessairement à affirmer ce qui est ou n'est pas science. Suivant une démarche

d'histoire de la connaissance, ils considèrent comme scientifique ce que la collectivité de ceux dont ils retracent la chronologie ont considéré comme tel.

Péquignot et Tripier s'appuient sur l'analyse des obstacles auxquels se sont déjà heurtés les auteurs de synthèses historiographiques de la sociologie tels Aron, Lazarsfeld, Nisbet ou Seidman. Tous furent confrontés à une difficulté commune, la tentation de traiter l'histoire de l'origine de la sociologie comme une histoire interne. Pourtant il est indispensable de replacer sa genèse dans les courants scientifiques bien antérieurs auxquels se rattachent les précurseurs et les fondateurs de la discipline. C'est ce qu'ont fait les auteurs en menant une série d'analyses centrées sur les auteurs et leur théorie à partir de la relation qu'ils ont aux autres sciences, saisissant dans leurs propos les modèles scientifiques auxquels ils se rattachent. Tous s'accordent sur l'idée que la sociologie est une science, c'est-à-dire un ensemble complexe composé de deux types d'éléments de savoirs en interaction permanente, la théorie et l'empirée. À leur intersection, le paradigme scientifique fait communiquer les grandes synthèses et les résolutions d'énigmes, limite la connaissance

possible pour mieux canaliser les énergies vers la résolution de certains problèmes. Mais la faiblesse d'un paradigme est de rendre aveugles des perspectives, impossibles certaines façons de connaître, de penser.

Force est de constater que la physique est devenue le modèle scientifique par excellence même si des voix se sont élevées pour contester cette domination. L'invention de la sociologie se fait au croisement de la physique et de l'histoire par des mathématiciens abreuvés de physique tels Quételet et Comte, par un juriste et un philosophe tous deux nourris d'histoire, tels Tocqueville et Marx. Mais les approches divergent fortement. Les premiers cherchent pour l'un à construire les instruments d'étude des comportements à partir d'un modèle explicatif simplificateur, pour l'autre à énoncer les grandes lois qui président à l'évolution des sociétés. Les seconds sont préoccupés par l'étude des faits, des conditions de vie et de pensée selon des approches comparatives dans une perspective politique pour l'un, économique-politique pour l'autre. Ce sont ceux qui se passionnent pour la question politique qui construisent les premiers raisonnements sociologiques. Il n'est pas anecdotique que ce soit dans les rangs des ingénieurs qu'ils se recrutent, à l'instar de Le Play, Spencer, Pareto, autres précurseurs de la sociologie. Ils vont consacrer

toute une partie de leur vie à enquêter, se documenter, réfléchir et écrire sur la société. Mécontents de l'état de la société et parfois de leurs amis politiques, chacun dans son genre tente de rationaliser les objectifs qu'il croit bon pour la société.

Les controverses en biologie ont également animé la pensée des sociologues dont la démarche s'est affermie par une comparaison avec cette science. Ce constat est pourtant souvent nié dans les histoires des idées sociologiques, au profit de l'histoire autonome de la discipline. Le développement de la biologie s'est fait dans un premier temps grâce au classement rationnel d'informations très nombreuses et variées recueillies de manière systématique. L'évolutionnisme darwinien a montré ensuite la contingence des mutations sans intentionnalité mais selon une logique. Face à cette perspective va se développer une pensée qui insiste sur le caractère universel plutôt que contingent de certains phénomènes du vivant. Sont mises alors en avant les notions de structure, système, fonction, qui ont permis de tenir un discours généralisateur et ce faisant de rapprocher la biologie de la physique. L'expérimentation en laboratoire permettra quant à elle de nouvelles avancées et de révéler que l'on peut à la fois réduire l'information en volume et l'accroître en pertinence, en intelligibilité et en fiabilité. Les

métaphores biologiques sont nombreuses en sociologie et l'une d'elles, et parmi les plus contestées, consiste à comparer explicitement ou implicitement la société à un organisme vivant. Les auteurs soulignent également combien la sociologie n'a pas encore résolu des questions qui l'ont été en biologie, en particulier celle de la complémentarité des niveaux d'analyse. Les biologistes distinguent la physiologie de la cellule de celle des organismes, ou l'éthologie – c'est-à-dire la science des comportements d'une espèce – de l'écologie, étude des rapports entre des espèces et entre espèces et monde inerte. Les sociologues quant à eux ont encore du mal à articuler tant empiriquement que théoriquement les différents niveaux d'analyse et les catégories qui leur sont spécifiques.

La seconde partie de l'ouvrage revient sur les conceptions sociologiques de Le Play, Spencer et Pareto et sur les raisons qui les différencient. Lyman et Vidich ont démontré l'existence d'une relation étroite entre les raisonnements sociologiques des pères fondateurs de la sociologie et leurs prises de positions théologiques. Suivant cette hypothèse, Péquignot et Tripier identifient une séparation fondamentale en Occident entre deux paradigmes. L'un est fondé sur un modèle organiciste légitimant l'ordre hiérarchique existant,

l'autre sur un modèle individualiste qui cherche à bayer ces distinctions et instaure un égalitarisme cognitif. Deux théologies, qui se sont différenciées au moment de la Réforme et de la Contre-Réforme, donneraient donc naissance à des sociologies particulières. Celles-ci partent soit de principes très individuels, sans se donner de cadre englobant, soit d'une métaphore organique justifiant l'ordre de la société. Il y aurait donc co-existence de deux paradigmes antagonistes.

L'exigence historique est essentielle et la sociologie reste marquée par la controverse historique qui reprend pour une part l'antagonisme précédent. S'y affrontent les partisans des « lois de l'histoire » qui pensent pouvoir tirer des prédictions et les défenseurs de la contingence. La sociologie est également marquée par les méthodes de travail de cette discipline. L'histoire tient compte dès son origine de différents niveaux de réalité, du fait individuel et du fait collectif. Ses principaux aspects de méthode sont présents dès sa naissance : respect de la chronologie, importance des comparaisons dans l'espace et le temps, contextualisation dans une époque, comparaison dans le passé et d'autres lieux.

Les approches des phénomènes collectifs humains par les fondateurs de la sociologie, Durkheim, Weber, Simmel, il-

lustrent bien le propos de ce livre. Par leur intermédiaire, les auteurs montrent l'enracinement de la sociologie en tant que science dans la physique, la biologie et l'histoire. Ces « pères fondateurs » doivent leurs prises de positions premières en partie aux modèles qui, à leur époque, faisaient fonctionner ces sciences, ainsi qu'aux querelles théologiques dans l'Occident chrétien qui restaient encore vives. Pour autant, il faut aussi savoir reconnaître qu'ils ont été profondément influencés et rendus créatifs par leurs sujets d'étude, conduits par le travail d'observation, d'analyse et d'interprétation, à des positions moins affirmées, donnant naissance à la spécificité de la discipline et à sa dynamique interne.

Il me semble donc que ce livre constitue, à sa manière, un plaidoyer pour montrer et démontrer que connaître et reconnaître l'articulation de la sociologie aux autres sciences n'entache pas, et en aucune manière, son originalité, sa valeur intrinsèque, sa dynamique interne propre, son autonomie en tant que domaine scientifique. Il me semble également que cet ouvrage constitue une incitation pour dépasser des antagonismes qui peuvent stériliser une discipline, épuiser inutilement les énergies dans d'inutiles batailles. Antagonismes entre paradigmes, antagonismes entre méthodes, antagonismes entre niveaux

d'analyse, conflits parfois larvés qui l'empêchent d'avancer autant qu'elle le pourrait. Les auteurs formulent leurs propositions et mènent leur démonstration, en s'appuyant sur le principe de complémentarité avancé par Bohr.

Abandonnant ses vieilles certitudes, la physique, sous le choc des nouvelles découvertes, aurait pu éclater par l'affrontement de paradigmes contradictoires. Or elle a dépassé cet antagonisme grâce à la fameuse notion de complémentarité qui a permis de montrer qu'il n'y avait pas contradiction entre deux modèles d'interprétation, mais nécessité de recourir tour à tour à l'emploi de deux conceptions. Grâce au principe de complémentarité, un point de non-contradiction entre deux paradigmes antagonistes fut créé. Pourtant cette complémentarité fut ensuite remise en cause à son tour avec la tentative du Cercle de Vienne d'unifier l'ensemble des démarches scientifiques par une grammaire méthodologique commune. N'y a-t-il pas là un parallèle à faire en sociologie avec la standardisation des procédures de traitement des données ? Hégémonie, antagonisme, distinction, séparation, complémentarité, les auteurs voudraient suggérer qu'en sociologie, comme en physique et en biologie, on ait affaire à des distinctions d'échelles et de nature de problèmes. L'existence d'une complémentarité d'appro-

ches jugées souvent contradictoires est possible. Péquignot et Tripier plaident donc pour une « complémentarité aussi bien des méthodes que des perspectives d'interprétation » en sociologie.

On l'aura compris, ce résumé n'est qu'un pâle reflet du contenu d'un ouvrage dont chaque démonstration s'appuie sur de nombreux exemples, moult citations, multiples auteurs, faits abondants, tous puisés à foison dans les disciplines concernées. Cet ouvrage manie de surcroît une rare profondeur historique dont il n'est pas possible de rendre compte ici, même partiellement. L'ambition de ce manuel est de contribuer à la connaissance, à la réflexion, à la compréhension des paradigmes, à ce qui permet et empêche tout à la fois de penser.

Essayons maintenant de contribuer à cette recherche de compréhension, à cette sociologie de la sociologie, en éclairant ce qui est à l'évidence un point aveugle dans l'ouvrage. Les auteurs posent cette question fondamentale pour toute science : « pourquoi ne perçoit-on pas les phénomènes ? ». À la suite de Collins ils formulent deux hypothèses fortes :

– « *On ne perçoit pas les phénomènes parce qu'ils font partie de notre existence quotidienne et nous ne les voyons jamais comme des problèmes, tellement ils ont été naturalisés, routinisés.* »

– « *On ne perçoit pas les phénomènes parce qu'ils font partie de mondes dont l'explication nous a été transmise par des stéréotypes, des idiotypes. Ils sont si familiers que nous ne les remarquons pas* » (p. 186).

Qu'en est-il alors de la place des femmes dans cet ouvrage, ou plutôt de leur absence de place ? Feraient-elles partie de cette quotidienneté qui ne se remarque pas ? Surprenant mais incontournable, il faut bien constater que les femmes sont les grandes absentes de cette histoire de la sociologie que nous livrent Péquignot et Tripier, de cette somme magistrale de connaissances et de réflexions. Elles sont absentes en tant que personnes distinctes des hommes, et ceci d'un simple point de vue sociologique non réductible à « l'homme » ou à « l'Homme ». Femmes radicalement étrangères, inintégrables, inassimilables à « l'homme moyen » censé représenter la société, selon un modèle mis au point et prôné par Quételet pour lequel les auteurs manifestent à l'évidence un regain d'intérêt. Elles sont absentes aussi en tant que préceuses et fondatrices de la discipline ; en tant que sociologues productrices d'analyses sociologiques, en tant qu'historiennes de la discipline au même titre que leurs collègues masculins. Pratiquement aucune référence n'est faite aux femmes dans cet ouvrage, ni comme su-

jets constitutifs de toute société, ni comme scientifiques dont les travaux auraient pu servir autant que d'autres à une étude pourtant bien documentée.

Est-ce là le résultat d'un aveuglement paradigmatique encore dominant en sociologie ? Est-ce là un nouvel exemple de la manière dont l'histoire et sa réécriture ne cessent encore et toujours d'éliminer les femmes de l'histoire des sociétés et de la sociologie de cette histoire ? Pourtant Péquignot et Tripiet font certainement partie des sociologues qui ont manifesté à de nombreuses reprises leur conscience de la nécessité impérieuse de ne plus écrire une sociologie au masculin, un type de sociologie qui aujourd'hui ne jouit plus d'une légitimité intrinsèque. Alors, simple oubli ? Qu'en est-il de la recherche de « complémentarité » ? Existe-t-il encore une quelconque légitimité pour une sociologie de l'homme par les hommes ?

Béatrice Appay

GERS. CNRS

**Yvonne Guichard-Claudic –
*Éloignement conjugal et
construction identitaire. Le cas
des femmes de marins***

(1998) Paris. L'Harmattan (Logiques sociales), 270 p.

En choisissant de consacrer son travail de recherche aux femmes de marins de Concarneau dont les maris pêchent le thon tropical,

Yvonne Guichard-Claudic s'est attachée à circonscrire une population bien identifiée et repérable dans la région. Elle pose les questions théoriques en identifiant l'absence comme élément structurant à la fois l'identité de ces femmes et la construction de leur vie conjugale et familiale. La pêche au thon tropical impliquant de longues périodes d'absence du mari, les femmes de pêcheurs sont, le plus souvent, seules à faire face au quotidien comme aux imprévus. L'auteure se demande comment se gère pour elles ce temps de l'intermittence, auquel succède la « lune de miel » des retrouvailles. Ces dernières ne pouvant, semble-t-il, jamais complètement combler l'absence. Adoptant une démarche compréhensive, l'auteure a procédé à trente-huit entretiens. Elle brosse un tableau complet du milieu de la pêche au thon tropical, des conditions de production et de travail en vigueur dans la profession, sans, pour autant, oublier les représentations idéalisant les qualités des femmes de marins. Après un rappel historique retraçant la rude vie des « travailleuses de la mer », à la fois seul lien entre la terre et la mer et garantes de la moralité, Guichard-Claudic met en lumière avec pudeur et sensibilité le destin de ces femmes : constamment dans la proximité de la mort toujours redoutée. À travers des entretiens menés auprès de femmes actuellement accueillies

en maison de retraite, l'auteure retrace leur vie de labeur à la conserverie, la misère quotidienne qui configuraient cette séparation des sphères féminine et masculine où, même à terre, les hommes « accoutumés à vivre entre eux » (p. 69) étaient vite repris par les activités liées à la pêche.

À travers un repérage sociographique, l'auteure creuse ce sillon en termes d'opposition entre hommes et femmes. C'est ainsi que si elle établit, sans surprise, une importante transmission professionnelle chez les hommes, elle montre, au contraire pour les femmes une tendance à donner la priorité à la vie familiale qu'elles assument, le plus souvent seules, au détriment d'une vie professionnelle – lorsqu'elle existe – reléguée au second plan. D'autres notations fines lui permettent de montrer, plus loin, comment ces femmes assimilent l'espace domestique comme espace pacifié, sécurisant, opposé « à cet élément périlleux et mouvant qu'est la mer » (p. 103). D'autres notations méritent que l'on s'y arrête, comme celle qui oppose « l'appel de la mer », l'aventure de la pêche, aux capacités, solides et éprouvées, des femmes à « faire le patron », en toutes circonstances, préfigurant peut-être des changements dans la trame des négociations au sein du couple. Pourtant, à travers divers dispositifs matériels, le lecteur se rend compte que les

choses ne sont pas aussi simples. Que ce soit, en effet, par le courrier, mais aussi par le tissage, toujours renouvelé, de liens affectifs (un coup de téléphone après une lettre, la confiance accordée à l'autre), les hommes demeurent présents. Et même tellement présents – à travers les symboles et les signes – que lorsqu'ils reviennent « pour de vrai », leur présence peut parfois être perçue comme envahissante puisqu'il convient de refaire le partage des espaces, des responsabilités. À une « longue frustration des désirs fusionnels » peut succéder une difficulté à « trouver la bonne distance ». Car l'absence, qui a structuré la vie jusque-là, doit être réinterprétée, réapprivoisée dans le processus de retrouvailles ou au lieu d'avoir « deux vies », il n'y en a plus en principe qu'une. En ce sens, et comme l'écrit très pertinemment Guichard-Claudic, l'étude et l'observation des couples, dont le mari est marin, constitue un observatoire pour « étudier la tension entre présence et absence dans la construction des identités conjugales ». Ne pourrait-on aussi poser la question en d'autres termes, en se demandant si et comment l'autonomie et l'indépendance de chacun dans un couple peut être préservé ? En mobilisant quel type de ressources et de compétences sociales et subjectives ? À partir de quelle forme de partage et de responsabilité ?

Mais, au-delà des partages hommes/femmes spécifiques qu'elle a pu observer au sein de ces familles, l'auteure apporte des éclairages stimulants sur de nouveaux comportements pour les deux membres du couple. À la mère polyvalente, correspond un père peu autoritaire, mais très présent par les photos, les récits. C'est par la démarche ethnologique, la sensibilité aux situations et aux énoncés que l'ouvrage semble apporter à la sociologie des pistes passionnantes qu'il conviendrait de prolonger. Bien plus qu'une simple typologie, Guichard-Claudic restitue l'atmosphère de vie dans laquelle vivent ces femmes, elle laisse entrevoir la manière dont les hommes vont et viennent – ces migrations pourraient faire penser au « fort-da » de Freud¹ – où quelque chose de l'autre, des autres reste toujours accroché aux semelles. Ce faisant, elle élabore des outils qui permettraient de compléter le tableau² en introduisant d'autres acteurs : les enfants, par exemple, qui voient leur intimité avec leur mère troublée périodiquement par le retour du père. « *Retourne en mer, toi !* » disent certains d'entre eux

que le retour du père contrarie. Mais, au-delà du cas des familles de marins, ce travail très stimulant permet d'appréhender la famille et le couple, non seulement comme lieu de co-présence, mais comme étant tout autant structuré par la gestion de l'absence irrémédiablement inscrite. Si le « repli sur la famille », observé ici, et souvent proclamé au cours d'entretiens³, constitue une facette de la réalité sociale et subjective, cela doit-il pour autant conduire à méconnaître les tensions que chacun d'entre nous établit entre présence et absence, entre proximité et distance ? L'auteure en rend d'ailleurs compte à travers une typologie de « formes identitaires-type » (les collaboratrices, les repliées, les négociatrices et les décalées). Si l'on peut regretter qu'une telle classification tende à figer des trajectoires, – peut-être souvent plus bricolées, selon les âges de la vie ou les circonstances – il n'en reste pas moins vrai que ce très bel ouvrage permet une véritable rencontre avec des femmes, le plus souvent évoquées lors des seuls événements dramatiques de leur vie (naufrages, veuvages), et de poser des questions pertinentes à une sociologie

¹ Freud observe un enfant qui joue avec un jouet qu'il fait successivement apparaître et disparaître, métonymie, selon Lacan, de la présence-absence de la mère que l'enfant doit apprendre à apprivoiser pour se construire.

² Ce qu'elle fait déjà en partie lorsqu'elle évoque la communauté des femmes de marins.

³ Nous avons pu, nous-mêmes, au cours d'une recherche franco-suédoise, conduite auprès de parents de jeunes enfants entendre une mère dire « *Nous, Pierre, Paul, Jacques, ça ne nous intéresse pas. On est bien là tous les trois* » (Mozère 1980).

du genre, du couple et de la famille.

Liane Mozère

ERASE. Université de Metz

Tania Angeloff – *Le temps partiel : un marché de dupes ?*

(2000) Paris. La Découverte/Syros, 225 p.

Le temps partiel est-il un marché prometteur ou un « marché de dupes » ? C'est ce que Tania Angeloff entreprend d'analyser dans cet ouvrage qui intéressera tous ceux et toutes celles qui ne se satisfont pas des évidences, qui cherchent à en savoir plus sur cette forme d'emploi encore mal connue, qui tentent de trouver des réponses à ce genre de questions que d'autres se sont déjà posées sur le temps partiel sans vraiment pouvoir (vouloir ?) y répondre.

Une mise au point était nécessaire face au développement croissant du temps partiel au cours de ces deux dernières décennies et de tout ce qu'il implique : sa récente prise en charge politique et juridique ; la complexité et l'ambiguïté du phénomène (hétérogénéité des définitions, diversité des situations,...) ; les disparités qu'il induit (le temps partiel non seulement varie selon les secteurs d'activité mais touche différemment les femmes et les hommes, les jeunes et les moins jeunes, les diplômés et moins diplômés, etc.) ; et les discours et les représentations dominantes à

son propos.

Nous voilà ainsi plongés dans l'univers sociologique du travail à temps partiel. Six secteurs d'activité ont été privilégiés : la construction automobile, la fabrication du petit électroménager, la grande distribution, La Poste, l'aide aux personnes à domicile et le nettoyage. Ils ont constitué autant de terrains d'enquêtes monographiques, rigoureusement menées en banlieue parisienne et en province, dont l'objectif était d'observer la mise en place du travail à temps partiel et les conditions de travail des salariés(e)s dans différents milieux. Le temps partiel n'est cependant pas une forme nouvelle d'emploi, ce qui explique par ailleurs la pertinence du détour historique et juridique effectué systématiquement par l'auteure pour chacun de ces secteurs.

La première partie de l'ouvrage regroupe les secteurs d'activité les plus « traditionnels » en ce qui concerne l'organisation du temps de travail. Toutefois, qu'il s'agisse de la métallurgie, de la grande distribution ou de La Poste, ces domaines ont également en commun d'avoir récemment tenté d'intégrer à la politique de l'entreprise, d'encourager ou de modifier le travail à temps partiel, selon des motivations différentes et chacune à leur manière. La seconde partie met plutôt l'accent sur une forme

singulière, plus précaire, de l'emploi à temps partiel : l'aide à domicile et le nettoyage.

Au-delà de la diversité des secteurs étudiés, et si chacun apporte à sa manière une touche de compréhension à cette mosaïque qu'est le temps partiel, on retrouve, d'un secteur à l'autre, la même ligne de conduite. Dans un marché comme le nôtre où le travail à temps complet reste la norme, mais aussi l'apanage des hommes, puisqu'associé à la réussite professionnelle, le temps partiel ne peut signifier que dévalorisation, discrimination : entre hommes et femmes, ou encore entre catégories socioprofessionnelles, entre secteurs d'activité... Temps partiel ne rime pas, comme on le prétend, avec temps « choisi », accessible à tous. C'est un temps sexué, essentiellement féminin, socialement invisible, dominant dans les secteurs où les femmes sont surreprésentées (l'aide à domicile et le nettoyage, traditionnellement considérés comme relevant du féminin) et dans les postes conçus spécifiquement pour elles (postes de caissière dans la grande distribution), officiellement assimilé à un temps professionnel féminin-maternel (dans la métallurgie et à La Poste notamment).

Cet ouvrage, ni partiel, ni partial, rend compte avec lucidité et pertinence de ce qu'est le temps partiel. À travers les résultats de sa recherche, Tania Angeloff en-

tend nous faire prendre conscience du fait que la réalité du temps partiel est bien différente de ce que l'on voudrait nous faire croire. Elle contribue largement à démystifier et démythifier cette forme d'emploi qui passe pour être une opportunité dans laquelle chacun, employeur et employé (mais surtout employée) trouve son compte, alors qu'elle n'est, en fait, qu'un moindre mal.

Sandrine Rossini

Printemps-CNRS
Univ. Versailles St. Quentin-en-Y.

Rigoni Isabelle – *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie en Europe de l'Ouest*

(2001) Paris. L'Harmattan. 464 p.

Rigoni Isabelle et al. – *Turquie : les mille visages. Politique, religion, femmes, immigration*

(2000) Paris. Syllepse, 280 p.

Ces deux ouvrages viennent, de façon tout à fait opportune, combler une lacune. En effet, si la presse relate de temps à autre des faits divers étroitement sélectionnés pour défrayer la chronique et susciter indignation et compassion (jeunes filles mariées contre leur gré, crimes archaïques, dérives religieuses ou mafieuses) rares sont les études tentant de saisir dans leur complexité et leur diversité les interactions qui finalement font la vie des migrants turcs en Europe. Ces deux livres donnent à comprendre les constructions

identitaires, les pratiques sociales des migrants turcs dans leur histoire et selon les contextes. Les références à l'espace et à l'histoire nationale turque étant plus amplement développées dans l'ouvrage collectif.

L'ouvrage d'Isabelle Rigoni sur les migrations turques retrace la genèse dans une première partie. Elle reprend, comme d'ailleurs plusieurs articles de l'ouvrage collectif, la thèse de Stéphane de Tapia selon laquelle l'émigration est considérée par l'État national turc comme un moyen d'homogénéisation de la nation. Elle démontre les intérêts réciproques de l'État « donneur » et de l'État « receveur », décrit la composition de l'émigration touchant toutes les composantes de la « mosaïque turque » jusqu'à l'arrivée, dans les années 1980-1990, des réfugiés politiques. Son analyse articule plusieurs dimensions concernant tant les politiques en Turquie que celles à l'égard des immigrés ou les stratégies des acteurs individuels ou collectifs (associations culturelles, politiques) dégageant ainsi selon un processus dynamique, à la fois la spécificité historique, sociologique religieuse des migrations, mais aussi leurs diversités. Elle évite ainsi l'essentialisation d'une « communauté fictive » turque. Son analyse des formes du discours religieux, tenant les deux bouts de la chaîne migratoire (pays de départ, pays d'arrivée) montre

comment, exclus du politique par définition universel, les étrangers turcs dans les démocraties occidentales s'appuient sur l'Islam comme organisateur social en exil et composante du sentiment national. Les textes de l'ouvrage collectif sur l'Islam et la laïcité viennent heureusement appuyer cette analyse.

Dans une deuxième partie, elle scrute différents « répertoires de mobilisation et d'action » : le genre, l'ethnicité, la musique, le syndicalisme, enfin, la politique. Le chapitre consacré aux femmes fournit quelques données statistiques intéressantes. Par exemple, en 1996, 25,8 % des 654 100 femmes turques résidant en RFA étaient actives alors que seulement 10 % des 87 500 femmes en France l'étaient.

Cependant, toute problématique – en termes de rapports sociaux de sexe – est évacuée. À s'inspirer largement des ouvrages de Nifuler Gole sur « la pratique religieuse des femmes en ville » en Turquie, Rigoni néglige ce qui fait l'intérêt de son ouvrage : la prise en compte du déplacement, les rapports entre ici et là-bas, le refus d'homogénéiser cette population donc de la stigmatiser. On lit par exemple que 42 % des femmes turques en Allemagne « ont laissé » leur mari en Turquie sans qu'aucun élément ne nous soit donné afin d'apprécier ce fait repris de *Sex roles family and community in Turkey* – toujours de Nifuler Gole. On relève

quelques contradictions : « *Les femmes originaires de Turquie doivent faire face à un bouleversement d'autant plus important que la plupart ne travaillaient pas en Turquie : même en ville.* » est-il dit p. 6. Dans la page suivante le contraire est affirmé : « *alors que les femmes participent en Turquie à la production économique, elles demeurent long-temps à l'intérieur des foyers en immigration* ».

La troisième partie de l'ouvrage rend compte de la dimension transnationale des migrations à travers les différents réseaux mobilisés. Par contre les migrants utilisent encore timidement le recours à la Commission Européenne des Droits de l'Homme pour défendre leurs droits. Ils font, la plupart du temps, intervenir l'accord tout à fait spécifique à ce flux migratoire, d'association Turquie/Union européenne signé en 1963, modifié en 1980, accord d'Ankara. Cet accord garantit certaines protections aux migrants turcs en avance sur la législation européenne applicable aux extra communautaires, par exemple en ce qui concerne les titres de séjour et de travail. Enfin une importance particulière est donnée aux rapports entre réseaux diasporiques et État dessinant de nombreux espaces de la modernité. L'ouvrage est utilement éclairé par un certain nombre des articles contenus dans les actes du colloque organisé par

Rigoni. *Turquie : les mille visages* apporte une vision différenciée des pratiques de mobilisation turques et kurdes, analyse les recompositions familiales, politiques et religieuses des migrants à travers de problématiques originales propres à chaque chercheur(e)s. Ce croisement des regards et des situations est au total réussi.

Catherine Quiminal

URMIS. Université Paris 7

Didier-Luc Chaplain et Marie-France Custos-Lucidi – *Les métiers de la petite enfance. Des professions en quête d'identité*

(2001) Paris. Syros (Alternatives sociales), 171 p.

Mettant en regard, de manière pertinente, les évolutions de la famille et leurs incidences sur les métiers de la petite enfance, les auteurs – l'un formateur, psychanalyste et l'autre psychologue du travail, praticienne de la petite enfance – se proposent d'analyser si et comment les professionnelles⁴ sont prêtes à y faire face. Retraçant, dans un premier mouvement, les origines de la répartition sexuée des tâches, l'ouvrage renvoie à une opposition, selon eux favorisée par le christianisme, entre l'esprit et le corps. Et ce pour rendre compte de la dévalorisation sociale des

⁴ Les auteurs prennent le parti, d'utiliser le terme dans sa forme féminine. Nous parlerions pour notre part de « féminin de majesté ».

métiers tournant autour du maintien humble de la vie et du soin, le corps étant à présent le lieu équivoque d'une sexualité toujours prompte à entraver la recherche du salut. À la suite de M. F. Collière, les auteurs y trouvent la trace de la dévalorisation des métiers liés aux soins du corps, dont font partie les métiers de la petite enfance. C'est, à leurs yeux, dans la non-reconnaissance de la valeur économique des soins, générée par l'activité « gratuite » des religieuses qui en sont chargées, que résiderait la naturalisation de qualités féminines : « dévouement, patience, générosité, compassion, oubli de soi ». Ce qui, du même coup, tendrait à dévaloriser (socialement ?) ce type d'activités. Lorsque, dans un second mouvement, l'influence de l'Église sera remplacée par celle des médecins, leur subordination⁵ s'ajoutera à la dévaluation de ces activités. Si l'on peut souscrire à nombre des notations contenues dans ce travail, il est regrettable que dans un souci de « simplification », les auteurs aient méconnu un certain nombre de travaux importants comme ceux de English et Ehrenreich, Perrot, entre autres.

À travers une présentation des

⁵ Le passage de l'influence de l'Église à la prééminence médicale, telle qu'elle est présentée par les auteurs, nous semble méconnaître l'importance et surtout les logiques propres générées par les découvertes scientifiques qui l'auront précédée et permise.

personnels qui sont investis dans les métiers de la petite enfance⁶ et du contexte statutaire dans lequel ces femmes sont insérées, les auteurs, en se fondant sur un certain nombre de citations, parfois de seconde main, identifient ce qui est indiqué dans le sous-titre, à savoir une « quête d'identité ». Plus précisément, en se fondant sur des travaux comme ceux de Danièle Kergoat sur les infirmières qui ont établi la manière dont les compétences dites féminines sont mobilisées dans certains métiers, les auteurs cherchent à « appliquer » cette grille de lecture aux métiers de la petite enfance, sans, d'une certaine façon, analyser les spécificités de ces derniers. Autrement dit, en méconnaissant *la manière* dont ils ont été successivement investis par des dispositifs de pouvoir et de savoir (Foucault 1975), c'est-à-dire, entre autres, en occultant les modalités selon lesquelles les métiers en ont été affectés, tout comme les différen-

⁶ Cette présentation donne lieu à quelques anachronismes, ainsi p. 32 : « C'est sous le joug de l'État-providence, pour lutter contre l'abandon des enfants et enrayer le déclin démographique, que la puériculture va voir le jour ». D'autres erreurs regrettables sont à signaler p. 42 : « *En effet, en 1928, les pouvoirs publics créent les salles d'asile* ». Les salles d'asile sont créées, à l'initiative des philanthropes au XIX^e siècle, pour discipliner les enfants des ouvriers méritants (Joseph, Fritsch 1976, Dajez 1997, Luc 1997, Mozère 1998) et non à l'initiative des « pouvoirs publics », notion inappropriée à cette époque.

ciations internes aux métiers qui ont pu en résulter. Dès lors, la question de l'identité de ces métiers, finalement hétérogènes, est-elle véritablement pertinente ? Il semble d'ailleurs que les auteurs aient, par avance, réfuté notre objection, puisqu'ils avancent la notion, à notre avis beaucoup plus riche et pertinente, de « savoir praticien » (p. 73).

Cette notion, qui mériterait d'être beaucoup plus amplement développée et problématisée par un travail d'enquête dont nous n'avons ici qu'une partie, sert, nous semble-t-il, de fil rouge à la suite du livre qui apporte des éclairages et des analyses plus convaincants. Étudiant les « obstacles institutionnels et personnels à la professionnalisation » de métiers fondés sur le socle naturalisé de compétences dites maternelles et/ou féminines, les auteurs insistent, à juste titre, sur la fragmentation des savoirs convoqués dans la conduite de ces métiers. Ce faisant ils omettent cependant d'établir la genèse de l'invalidation par les psychiatres et les psychanalystes des institutions de la garde non maternelle, et se cantonnent à des causalités trop exclusivement psychologiques, même si celles-ci exercent une incidence réelle. Plus précisément, ce n'est que lorsque – après la seconde guerre mondiale – les méfaits de l'hospitalisme ont été découverts par René Spitz dans les orphelinats, que les médecins, psychia-

tres et psychanalystes (Aubry, David et Soulé) ont théorisé la nocivité de la garde d'enfants, et de la garde collective en particulier. Ils l'ont fait en assimilant la forme collective de la garde (et non sa traduction hygiéniste et disciplinaire en vigueur jusque dans les années 1970) à un milieu pathogène, potentiellement porteur de carences maternelles irréversibles pour les enfants accueillis. Outre le fait que les conditions n'étaient notoirement pas comparables dans un orphelinat et un mode d'accueil comme la crèche dite « de jour », il convient cependant de préciser que, dès lors et pour de longues années, un soupçon permanent va peser sur les crèches et, même si c'est dans une moindre mesure, sur tous les autres modes de garde.

Ce qui veut dire que, lorsque ces spécialistes critiquent violemment, à juste titre, le traitement impersonnel, mécanique et « à la chaîne » infligé aux enfants, ils « oublient » d'en rechercher la cause institutionnelle qui est, au moins, double. D'un côté une « chasse aux microbes » impitoyable pour lutter contre la mortalité infantile, et de l'autre une méconnaissance générale, tant dans les crèches que chez les nourrices mais aussi bien dans les familles, des besoins affectifs et relationnels des jeunes enfants dont ces psychiatres et psychanalystes étaient informés par la théorie et leur pratique. Ce que

nous voulons dire ici, c'est que le « collage » qui s'effectue, à cette époque, entre accueil collectif et carences maternelles va influencer de manière décisive sur le fonctionnement des modes d'accueil pour les décennies à venir. Autrement dit, loin de chercher à réformer en profondeur les établissements, ces « spécialistes » ont jeté l'anathème sur les crèches et au-delà, de fait, sur tous les modes d'accueil – en culpabilisant les mères qui travaillaient et en plaçant les personnels de crèche dans la situation intenable de *substitut*, toujours insatisfaisant. En effet, le travail de ces femmes était défini *négativement* : faites au mieux, mais quoi que vous fassiez, ce sera insatisfaisant pour l'enfant, puisque seule la garde par la mère serait bénéfique pour lui.

Dès lors, il semble que ce que les auteurs apportent par la suite à la souffrance exprimée par ces personnels peut véritablement prendre sens. Car le tort premier qui leur a été fait est celui que nous venons d'indiquer. Avec la disqualification sociale attachée aux soins humbles prodigués aux jeunes enfants, comme aux personnes âgées, c'est certainement la racine de la non-prise en compte de ce « savoir praticien » que les auteurs appellent de leurs vœux. Aujourd'hui encore, au cours de sessions de formation, les plus anciennes disent, souvent, combien elles ont été elle-même traumatisées de laisser

leurs propres enfants à la crèche, persuadées de « leur faire du mal ». Cette intériorisation, bien mise en lumière par les auteurs, passe cependant par une diversification du travail et un accroissement de la sphère relationnelle, ou de la sphère des affects. Mais l'un des apports de ce travail est de montrer comment le plaisir de ces femmes se noue au sein du travail, comment il le configure et le transforme. Ce plaisir nous semble être même au fondement du travail des équipes particulièrement motivées, celles qui ont su et pu se déprendre du discrédit généralement attaché à ces métiers. Et n'est-ce pas ce plaisir-même qui garantit le mieux le bonheur, donc le bien-être des enfants ? C'est véritablement ce plaisir comme « dispositif de travail » que l'on voit explicitement à l'œuvre dans les cas – trop rares, hélas ! – où les auteurs nous présentent des fragments de ce « savoir praticien » en actes (p. 146-154). Tout s'éclaire, d'un seul coup : les potentialités, cette « intelligence de la pratique », ce que ces femmes construisent, expérimentent et bricolent elles-mêmes entre savoirs acquis et sensibilité, entre savoirs profanes et savoirs spécialisés. Et l'élaboration de ce savoir est chaque fois une aventure singulière, unique.

C'est la raison pour laquelle il semble illusoire, au contraire des auteurs, d'imaginer un ordre qui ne ferait que produire du code et

de la norme. Ne pourrait-on plutôt susciter des réseaux, avec des passerelles et, pourquoi pas de la co-formation, des forums de discussion entre métiers, entre sous-groupes, ce qui serait peut-être susceptible de créer un milieu plus mouvementiste que statutaire ?

Depuis la promulgation du nouveau décret, des conflits sont apparus dans certains établissements entre éducatrices de jeunes enfants et puéricultrices. Ils portent sur la question des compétences et montrent bien qu'il faut éviter toute institutionnalisation susceptible de figer les statuts. De plus, pour des berceuses (sans qualification) et les assistantes maternelles, seule une organisation en réseau peut, de la même façon, préserver leur accès aux échanges, à la production d'un « savoir communément partagé » et d'un échange d'expériences fructueux. Un espace public d'échanges autour de la petite enfance, plutôt qu'une recherche « éperdue » de reconnaissance et d'identité, pourrait sans doute donner naissance à un régime convivial.

En dépit de certaines malaises, cet ouvrage permet d'appréhender les interrogations qui travaillent le milieu de la petite enfance. Malheureusement, cherchant à embrasser un nombre trop vaste de questions, les auteurs ont pris un risque qu'ils auraient pu heureusement éviter en se focalisant sur le travail de ter-

rain, issu des observations fines que nous avons citées. À travers l'exposition de situations de ce type, ils auraient pu enrichir, à leur niveau, le contenu de ce « savoir praticien » qu'ils souhaitent voir reconnu et qui est la voie royale à travers laquelle peut se constituer, non un corps ou un ordre, mais un réseau vivant, celui que les enfants et leurs parents méritent. L'évolution actuelle de l'école maternelle, de plus en plus exclusivement fondée sur la psychologie cognitiviste, qui privilégie l'apprentissage des codes au détriment de la libre créativité des enfants à travers le jeu et l'expérimentation, laisse un espace que les institutions de la petite enfance (individuelles ou collectives) sont seules capables de préserver comme espaces de liberté pour eux.

Liane Mozère

ERASE. Université de Metz

Méda Dominique – *Le temps des femmes. Pour un nouveau partage des rôles*

(2001) Paris. Flammarion

Aujourd'hui, les femmes « veulent tout ». Elles revendiquent du temps pour avoir des enfants, tout en ayant du temps pour elles et pour leur conjoint, le tout sans renoncer à leur emploi. Cette « révolution silencieuse » – c'est ainsi que l'auteure qualifie les changements intervenus dans la vie des Françaises – s'est opérée sans que les institutions so-

ciales ou que nos conceptions traditionnelles du partage des rôles ne soient remises en question. Tel est le paradoxe que Dominique Méda dénonce. La société ne s'est adaptée que de façon marginale aux transformations évoquées : les institutions n'ont pas été repensées selon le modèle du couple biactif avec enfant, pas plus que les entreprises n'ont réfléchi à la nécessité d'articuler vie professionnelle et vie privée, tandis que les hommes de leur côté continuent à négliger le partage des tâches domestiques. Selon l'auteure, il en est ainsi parce qu'il n'y a pas eu, en France, de débat public autour d'une gestion collective de l'articulation entre vie de famille et vie professionnelle, parce que les femmes sont encore seules à porter sur leurs épaules le poids que représente la « conciliation ». Celle-ci reste individuelle et au coup par coup.

L'ouvrage s'articule autour de ces questions. Après avoir décrit l'évolution récente du travail des femmes et mis en évidence que ces dernières, contrairement aux idées reçues, sont diplômées et tiennent à leur emploi, l'auteure relève les inégalités qui persistent en la matière et souligne en quoi notre société est inadaptée face à l'augmentation de l'activité féminine. Elle présente ensuite les réponses qu'il faudrait, selon elle, donner à ces problèmes : déspecialiser les rôles, partager les tâches domestiques, réformer les institutions, remettre en question

la centralité du travail. Si tous ces éléments sont intéressants, l'argumentaire est, néanmoins, un peu répétitif.

Cependant, malgré ces redondances, *Le temps des femmes* présente l'avantage de se référer, ensuite, à des exemples de pays étrangers (Pays du Nord, Hollande et Italie), où il y a eu débat sur la place publique quant à l'articulation des temps de vie. Se référer à ces exemples permet de souligner l'existence d'autres types d'organisation sociale en réponse aux changements impliqués par la croissance de l'activité des femmes, et ce dans une optique égalitaire. Ainsi, Dominique Méda présente-t-elle la négociation qui a eu lieu aux Pays-Bas, où la question de l'articulation du temps de travail et du temps familial a occupé une place centrale. Par ailleurs, on trouve dans ce livre des exemples français de pratiques novatrices, comme « Bambino service » à Lorient, une association regroupant des salariées qualifiées qui viennent à domicile pour garder les enfants dont les parents ont des horaires de travail atypiques. Il s'agit là d'un premier pas vers la notion de *droit* à la garde des jeunes enfants, corollaire d'une conception de l'emploi vu, lui aussi, comme un droit concernant les deux sexes.

Finalement, malgré son aspect répétitif, qui restreint malheureusement le plaisir de la lecture, ce livre est une synthèse complète,

nuancée et bien documentée des travaux anciens et récents dans le champ de la sociologie du travail et de la sociologie du genre. Il constitue, en ce sens, un très bon outil pour les chercheurs et les chercheuses. Écrit en des termes simples, c'est un ouvrage accessible à un large public, ce qui n'est pas négligeable, lorsque l'on sait que bon nombre d'entraves à l'égalité entre les hommes et les femmes se situent encore dans les mentalités. Toucher le plus grand nombre et, de ce fait, se donner les moyens de l'action est, par ailleurs, une volonté affichée de Dominique Méda, puisqu'elle est investie dans le nouveau programme du « temps des villes » de la ville de Paris.

Marylène Lieber

Printemps-CNRS
Univ. Versailles St Quentin-en-Y.

**Kathleen Woodward (ed) –
*Figuring Age, Women, Bodies,
Generations***

(1996) Indiana University Press

Kathleen Woodward, directrice du Centre d'études de civilisation contemporaine à l'université du Wisconsin à Milwaukee, a une très importante activité – personnelle et collective – de publication sur les thèmes touchant les rapports entre genre et vieillissement. Cet ouvrage tente de cerner les relations entretenues par les femmes ayant dépassé l'âge actif, avec leurs compagnons survivants et les

générations plus jeunes. La tentative se fait de façon très multidisciplinaire et dans bien des directions différentes, chaque contributeur ayant sa façon d'aborder les relations entre genres et âges ou générations. Une partie de l'ouvrage porte sur l'image des corps de femmes âgées, les autres parties de l'ouvrage traitent de thèmes connexes qui croisent plusieurs dimensions du cycle de vie finissant. Certains articles mettent en lumière les relations amoureuses ou familiales, alors que d'autres traitent des efforts pour ne pas montrer les outrages du temps qui passe : ceux de Marlène Dietrich pour rester physiquement séduisante à soixante ans, ou les comportements plus généraux comme la musculation chez les cinquantenaires. Le livre se lit agréablement et le mélange de théories et d'anecdotes est, à mes yeux, réussi.

Pierre Tripier

Printemps-CNRS
Univ. Versailles St Quentin-en-Y.

**Philippe Zarifian – *Temps et
Modernité. Le temps comme
enjeu du monde moderne***

(2001) Paris. L'Harmattan, 299 p.

Il faut, pour lire ce livre, surmonter ce qu'il peut avoir de crispant au premier abord. On y trouve, en effet, une critique à l'emporte-pièce de la sociologie qui est bien souvent injuste. L'auteur semble prétendre que la sociologie s'est massivement

détournée de la question de la durée et du devenir. Cela laisse perplexe lorsque l'on pense à tous les travaux sur les parcours de vie, ajoutés à ceux qui s'intéressent au changement social, auxquels on ajoutera, toute la sociologie à orientation historique. Cela fait quand même beaucoup. Mais il faut comprendre que Philippe Zarifian s'intéresse, en fait, à une autre dimension du temps et des pratiques sociales.

Pour comprendre le projet de l'ouvrage le mieux me semble être de partir du chapitre 5, qui concerne la question de la productivité dans le travail. On y retrouve des questions déjà agitées plusieurs fois par Zarifian mais reprises, ici, avec un nouvel angle d'attaque. Il y a, dit-il, d'un côté, le temps assimilé à un espace, un temps que l'on peut montrer (sur une montre), que l'on rapproche d'un mouvement régulier : c'est le temps de la chaîne taylorienne mais pas seulement. C'est aussi le temps du rendez-vous, de la coordination, du délai imposé. C'est un temps normé qui s'appuie sur la répétition. Une grande partie des univers de travail s'appuie toujours massivement sur ce temps. À l'opposé de ce temps se dessine la figure du devenir : devenir en tant qu'individu ou faire devenir les choses ou la société. Ce temps est associé à l'action, à une transformation. On peut citer

quelques phrases qui se trouvent dans le chapitre synthétique à la fin de l'ouvrage : « *La sociologie s'intéresse au devenir social, non comme devenir de la Société (abstraction creuse si on la prend comme telle), mais comme devenir d'êtres sociaux qui produisent, par les rapports dans lesquels ils sont engagés et les questions du vivre auxquelles ils s'affrontent, une communauté humaine. Une sociologie du devenir [...] se préoccupe avant tout de l'initiative créatrice, dans sa relation à l'histoire, et donc aux devenirs virtuels que la pression du passé sur un présent en train de se faire recèle* ». C'est donc une vision du devenir social qui part de la puissance créatrice et transformatrice mise en œuvre dans les sociétés.

Du coup on comprend mieux, rétrospectivement, les points de vue que Zarifian repousse. À Norbert Elias, il concède que l'autodiscipline du temps est massive dans les sociétés modernes, en revanche il lui reproche d'avoir complètement passé sous silence, précisément, les potentialités non purement disciplinaires et répétitives du temps, à travers, les possibilités du devenir. À la sociologie durkheimienne il reproche son insistance sur la chosification du social. Il s'écarte, également, des approches du social trop logocentriques qui ne s'intéressent qu'aux discours (et souvent, qui plus est, à des

discours réputés stabilisés et standards) en se détournant des contraintes (elles-mêmes en devenir) de la production. Cela dit, on peut se demander, si une approche plus bienveillante de l'institution et des rhétoriques stabilisées, en termes, par exemple, de point de passage et de repère dans des processus, ne serait pas possible, même avec une telle préoccupation pour le devenir. Les institutions peuvent servir de levier pour généraliser des formes de devenir qui apparaissent valables à de larges fractions de la population, avant de se fossiliser.

La recherche des différentes facettes possibles du devenir explique aussi un long détour par des philosophes : Bergson, Whitehead et Deleuze. Ce qui permet à l'auteur de dessiner des figures qu'il mettra ensuite en exergue.

L'ensemble éclaire bien le projet général de Zarifian, qui est de toujours discerner des potentialités d'action et de dégager des voies pour ces potentialités, même dans des contextes sociaux difficiles. Il s'interroge, par exemple, sur les possibilités d'action face à la menace que font peser sur nous, aujourd'hui, les capacités techniques des sociétés modernes, en discutant les positions

de H. Jonas. Il s'interroge aussi, sur les possibilités de contre-effectuation face à un événement que l'on commence par subir avant de pouvoir réagir. Il s'agit donc d'une sociologie de l'agir, à laquelle on pourra reprocher, évidemment, de faire l'impasse sur une sociologie du pâtre.

On pourrait, par exemple, tout en restant dans le champ du devenir, s'intéresser à ce que deviennent des traumatismes ou ce que produit, à terme, l'expérience de l'impossible. Il n'est pas nécessaire, en effet, de suivre les hypothèses freudiennes de la répétition indéfinie du trauma. La crainte, mais aussi l'espoir de surmonter un passé insatisfaisant font aussi partie de l'expérience sociale, par exemple. À cet égard, les figures de l'occasion saisie, de la réparation, ou de la vengeance font aussi partie de la sociologie du devenir.

Le parti pris de l'action et de la contre-effectuation rapide, plus ou moins en temps réel, ne fait donc voir qu'un pan de la sociologie du devenir. Cela dit, il s'agit, au moins, d'un parti pris assumé et affiché et, en tant que tel, il a sa fécondité : tout lecteur de l'ouvrage pourra s'en rendre compte.

Frédéric de Coninck

LATTS-ENPC